

# À TRAVERS UNE INSTRUCTION ADRESSÉE AUX WALIS MARDI Ould Kablia bloque les sénateurs candidats aux locales

**Le ministre de l'Intérieur, Daho Ould Kablia, a adressé, mardi dernier, une instruction via laquelle il enjoint l'ensemble des walis de rejeter toute candidature de parlementaires en exercice aux élections locales du 29 novembre prochain. C'est ce que nous révèle une source très bien informée qui affirme que, «ce faisant, le gouvernement aura rattrapé un flagrant viol de la Constitution à la toute dernière minute !»**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - A l'origine de cette descente en catastrophe du ministre de l'Intérieur, qui a sévi la veille même de l'expiration des délais légaux fixés par la loi pour le dépôt des candidatures, soit mercredi 10 octobre à minuit, une alerte émise par les services concernés faisant état de cinq candidatures formulées par des sénateurs en exercice ! Fait inédit et, pour le moins cocasse, l'initiative de ces sénateurs renseigne sur l'étendue de la méprise des lois qui frappe la classe politique algérienne. Mais il faut dire que l'attrait du confort, matériel surtout, que procure la fonction de parlementaire peut mener à ce genre de situation.

En fait, les cinq parlementaires en question, dont le mandat au Conseil de la nation prendra fin début janvier 2013, voulaient rempiler pour un autre mandat. Or, pour cela, ils devaient nécessaire-

ment se faire élire aux élections locales d'abord puis lors des sénatoriales qui s'ensuivront, lesquelles, pour rappel, sont circonscrites aux seuls élus locaux. Et si le Rassemblement national démocratique d'Achmed Ouyahia «déplore» un seul cas, celui d'un sénateur proposé tête de liste du parti pour l'Assemblée populaire de wilaya à Boumerdès, c'est le Front de libération nationale de Abdelaziz Belkhadem qui «endosse» les quatre autres cas.

Les quatre sénateurs en question sont tous membres du comité central, tous pro-Belkhadem et tous mouhafedhs du parti respectivement à Annaba (Zitouni Mohamed), à Skikda (Bousali Tayeb), à Oum-El-Bouaghi (Rachid Assas) et à Aïn Defla (Ahmed Kenoufa). Ce dernier est, par ailleurs, chef du groupe parlementaire du FLN au Sénat ! «Bien sûr, et suite à l'instruction du ministre



Ould Kablia a sévi la veille même de l'expiration des délais légaux.

de l'Intérieur, leurs candidatures seront rejetées car, outre le fait que ce cas d'espèce achoppe sur l'article 108 de la Constitution et de la loi électorale qui interdit à un élu

porteur d'un mandat national de déposer sa démission qu'en des circonstances bien déterminées, cette première du genre aurait ouvert la voie à une aventure insti-

tutionnelle que le pays fait tout pour éviter depuis janvier 1992», nous révèle encore notre source.

Lorsque, le 11 janvier 1992 en effet, le défunt président Chadli Bendjedid annonçait sa démission, le pays se retrouvera devant une situation d'un très grave vide institutionnel, le même Chadli ayant déjà dissous l'APN par décret, le 4 janvier ! C'est pour éviter ce type de situation qui a failli plonger le pays dans le néant que la Constitution de 1996 introduit une nouvelle institution, le Conseil de la nation. «Et le rôle du Sénat est double : assurer la continuité de l'Etat en toutes circonstances (cas d'empêchement pour le président de la République, guerre, etc.), ainsi que le blocage, via le tiers présidentiel, en cas d'une majorité islamiste à l'APN. Pour qu'une loi soit adoptée, il lui faut l'approbation des trois quarts des 144 membres qui composent la Chambre haute. Sachant en plus que, tous les trois ans, la moitié des membres du Sénat est renouvelée, imaginez alors ce que cela donnerait en termes de blocage institutionnel si jamais il était permis de démissionner de son mandat d'élu pour se présenter aux locales...». No comment...

K. A.

## RND

# Appréhension des prochaines municipales

**Le RND appréhende la prochaine consultation électorale. Son porte-parole, Miloud Chorfi, se dit certes «optimiste», mais «la bataille électorale sera rude». Selon lui, «la loi électorale qui a fixé un seuil de 7% pour décrocher des sièges constitue quelque peu un handicap».**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Le Rassemblement national démocratique payera-t-il les frais de sa crise interne ou encore du passage de son secrétaire général à la tête du gouvernement, à l'occasion des municipales du 29 novembre prochain ? La question a été implicitement évoquée, hier, dans les coulisses à l'occasion de la conférence régionale organisée par ce parti et portant sur la formation des encadreurs des élections locales.

Lors de cette rencontre, des membres du bureau politique du RND ont porté à la connaissance des responsables des fédérations de la région du centre de ce parti les «textes» et autres «actions à mener lors de la prochaine campagne électorale».

L'ex-ministre du Commerce, M. Harchaoui a exhorté les présents à mettre en exergue le programme du parti qui «constitue, selon lui, un référent politico-économique important pour le parti». Mais il n'en demeure que le message adressé par le secrétaire général du parti aux participants et lu en la circonstance par le

porte-parole a constitué l'événement majeur de cette rencontre. Un message qui dénote, selon des analystes, l'ambiance qui règne au sein du parti. En effet, Achmed Ouyahia a indiqué que les élections locales prévues le 29 novembre prochain constituent «un nouveau test» pour la relation entre le citoyen et l'élu local, appelant ses militants à adopter «la sincérité» et à s'éloigner du «populisme et de la démagogie» dans la transmission des idées du parti. Pour le secrétaire général du parti, il s'agit notamment de rappeler la place du parti au sein de la sphère politique nationale, en rappelant que «le RND n'est pas un simple espace politique mais une force de propositions, de mobilisation et de participation. Il représente le républicain qui ne change pas, le démocrate fidèle à ses convictions et le nationaliste attaché à ses principes qui ne recourt pas au chantage ni envers son peuple ni envers son Etat». A décoder, Achmed Ouyahia veut,

sans aucun doute, transmettre un message à ses détracteurs du mouvement de redressement. Des redresseurs qui reprochent au secrétaire général du RND «d'avoir dévié le parti des ses principes et idéaux».

Il n'en demeure que la rencontre d'hier samedi, même si elle est à caractère régional, illustre à plus d'un titre l'état dans le quel se trouve le parti de l'ex-Premier ministre.

Et pourtant, lors d'un point de presse organisé en marge de cette rencontre, le porte-parole du parti, Miloud Chorfi a indiqué que les «résultats obtenus au sujet de les assemblées de wilaya, les qualifiant «très positifs» pour le parti comparativement à ceux réalisés en 2007 en dépit de «la difficulté de l'opération».

A. B.

## Un terroriste abattu à Yakourène

Contraints de réduire considérablement leurs mouvements après les attentats commis contre les différents corps des services de sécurité dans la région Est de la wilaya de Tizi-Ouzou, au tout début de l'été, les terroristes en activité dans cette partie de la Kabylie n'en continuent pas moins de faire de furtives apparitions comme celle dont ont eu vent les militaires, vendredi.

En effet, agissant sur information, selon une source sécuritaire, les éléments de l'ANP ont tendu une embuscade à un groupe d'islamistes armés, dont le nombre n'a pas été déterminé avec exactitude, en milieu d'après-midi de vendredi.

L'opération a permis aux militaires de mettre hors d'état de nuire un terroriste sur lequel ont été récupérés une kalachnikov et un lot de munitions.

A. M.

## CRISE MALIENNE

# Le militaire prime sur le politique

**L'option d'une intervention militaire dans le Nord-Mali se précise. Vendredi, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la résolution réclamée notamment par la France et tant souhaitée par Bamako qui a sollicité, il y a plus d'un mois, l'intervention militaire de la Cédéao dans le nord du pays. L'Algérie, par la voix du porte-parole du MAE, a jugé la résolution positive.**

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)** - Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Amar Belani, a estimé qu'il «s'agit d'une résolution qui cristallise la convergence entre les différentes approches qui étaient sur la table et à ce titre nous la considérons comme positive car elle reprend de nombreux éléments de la démarche algérienne». La résolution adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU appelle les organisations régionales africaines et les Nations Unies à présenter un plan d'intervention dans le Nord-Mali. La Cédéao et l'Union africaine, appuyée par l'ONU, disposent d'un délai de 45 jours pour présenter le plan de reconquête militaire du territoire du nord du Mali. Un territoire tombé sous le contrôle des groupes islamistes extrémistes, après l'offensive indépendantiste menée par le MNLA. La contribution de l'ONU à cet effort de guerre consistera, selon les termes de la résolution du Conseil de sécurité, en la fourniture immédiate d'assistance en matière de planification militaire à la Cédéao et l'Union africaine (UA). Le Conseil de sécurité de l'ONU a préconisé, en outre, une consultation «étroite» avec le Mali, les pays voisins et les pays de la région. Cette consultation devra permettre à l'ONU de rédiger et présenter au Conseil de sécurité un rapport écrit et détaillé sur l'application de la résolution.

Le Conseil de sécurité a insisté sur les recommandations précises et détaillées de l'ONU pour donner suite à la demande des autorités maliennes d'intervention militaire internationale, notamment les moyens et les modalités du déploiement envisagé, notamment les effectifs qui y seront engagés, les capacités de constitution de la force d'intervention ainsi que le coût financier de l'intervention. Le Conseil de sécurité a fait savoir qu'il autorisera l'intervention militaire au Nord-Mali dès qu'il recevra le rapport du secrétaire général de l'ONU. La résolution votée unanimement par les 15 membres du Conseil de sécurité a consigné, par ailleurs, de vives préoccupations liées à l'insécurité et à la détérioration rapide de la situation humanitaire dans la région du Sahel.

Prenant acte de la menace terroriste et la prolifération d'armes dans la région du Sahel, le Conseil de sécurité de l'ONU a appelé au renforcement urgent de la coopération et la coordination entre les autorités maliennes, les pays voisins et les organisations régionales et les Nations Unies pour lutter contre le terrorisme et la criminalité transnationale. Le Conseil de sécurité de l'ONU a invité les groupes rebelles maliens à se démarquer des organisations terroristes, notamment Aqmi et les groupes qui leur sont affiliés. Ce disant, il a menacé de recourir à des sanctions contre les groupes rebelles qui n'observeraient pas cette recommandation.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a également informé que le comité 1267/1989 se prononcerait si la demande venait à être exprimée par les Etats sur l'inscription sur la liste des sanctions contre Al Qaïda des noms de personnes, groupes, entreprises ou entités associées au Mali à Al Qaïda, conformément aux résolutions 1267 et 1989, adoptées respectivement en 1999 et 2011.

S. A. I.